



Le projet Opération SalAMI est une initiative de ce qu'on pourrait appeler «la mouvance du Plan G», soit le réseau issu de l'organisation en novembre

dernier d'un blocage efficace du Complexe G dans la vieille capitale, à partir d'une plateforme contre la pauvreté et l'application au Québec du programme néolibéral. De plus, la Conférence de Montréal avait été la cible en juin 1996 d'une action de désobéissance civile organisée par le Canevas (Collectif d'actions nonviolentes autonomes).

La signature possible de l'Accord multilatéral sur l'investissement à Paris à la fin du moins d'avril 1998 ayant gravement inquiété, un comité des suites du Plan G, regroupant des porte-parole de groupes de Jonquière, Québec, Sherbrooke, Joliette et Montréal, a adopté l'Opération SalAMI comme projet d'action à court terme en mars dernier. Depuis, les discussions autour de l'Opération SalAMI ont continué de s'étendre à d'autres réseaux. Une vingtaine d'organisations participent déjà officiellement à l'Opération SalAMI.

Enfin, l'Opération SalAMI s'inscrit dans le cadre des journées internationales d'action du réseau «Action mondiale des peuples contre le libre-échange» qui, à l'issue d'une rencontre internationale tenue en Suisse en février dernier, a appelé à l'organisation d'actions de désobéissance civile dans les jours entourant de la prochaine rencontre ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, à Genève, du 18 au 20 mai prochain.

Les organisations suivantes ont appuyé politiquement, financièrement ou matériellement l'Opération SalAMI :

Alliance contre l'AMI - Montréal, Alternatives (merci pour le local et un généreux soutien technique!), Association étudiante du cégep de François-Xavier Garneau, Association étudiante du cégep de Sherbrooke, Association étudiante des secteurs sciences humaines, arts, lettres et communications de l'UQAM, Association étudiante modulaire de sociologie de l'UQAM, Canevas, Centre de ressources sur la nonviolence, Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, Coalition de la gauche étudiante, Coalition Y, Comité d'action politique de l'UQAM, Comité Amérique centrale, Comité de mobilisation du cégep François-Xavier Garneau, Comité de mobilisation du cégep de Jonquière, Comité de mobilisation interdépartemental de l'Université de Montréal, Éditions écosociété, Édition et diffusion l'aide mutuelle, D'la bouffe pas des bombes, Fédération canadienne des étudiantes et des étudiants, Parti vert du Québec, Post-Graduate Student Society - McGill, Montréal écologique, Réseau d'alerte pour le Timor Oriental, Réseau de solidarité avec le Mexique, Sogecom, ainsi que plusieurs autres groupes dont nous n'avons pu réunir les noms à temps sur ce dépliant. A toutes les militantEs qui collaborent au projet, un gros merci! C'est ça, des vraiEs amiEs...

NOTRE Conférence n'est financée ou contrôlée par aucun des organismes suivant. Profitons-en !



BANQUE ROYALE

BYERS CASGRAIN

SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF
AVOCATS



Hydro
Québec

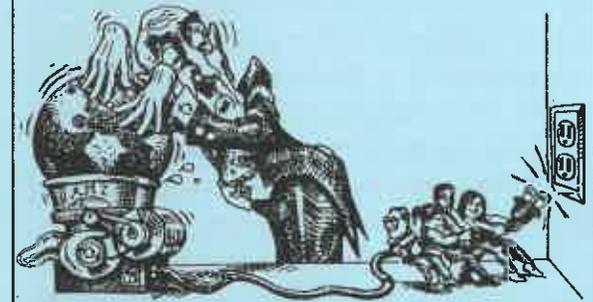


POWER CORPORATION
DU CANADA

La Presse

KPMG

MONDIALISATION DES INJUSTICES



RÉSISTANCES et ALTERNATIVES

Vendredi 22 mai 19h00

samedi 23 mai 10h00

local A-M050 de l'UQAM

(Pavillon Hubert Aquin)

La conférence est organisée dans le cadre de l'Opération SalAMI en parallèle à la Conférence de Montréal sur la Globalisation des économies et en collaboration avec Alternatives et le Groupe de recherche sur l'intégration Continentale (GRIC-UQAM)

Contribution volontaire suggérée \$ 5.00

Inscription et information :

514-982-6606 poste:2236

Le 28 avril dernier à Paris, l'échéancier en vue de l'adoption de l'AMI, été repoussé jusqu'à octobre 98. Les pressions populaires contre cette «Charte des droits des multinationales» ne sont pas étrangères aux difficultés que rencontre le projet d'accord.

C'est dans le but justement d'intensifier la mobilisation contre l'AMI que l'Opération SALAMI lance un appel à la résistance contre la Conférence de Montréal-sur la mondialisation des économies. Du 24 au 27 mai en effet, la Conférence de Montréal réunira les membres de l'élite politique et économique pour faire avancer l'ordre du jour de la mondialisation et de la libéralisation des marchés, le même programme que l'AMI.

La Conférence de Montréal est un forum élitiste et mercantile qui exclut systématiquement les représentantEs de la majorité — milieux populaires, syndicats, femmes, autochtones, groupes communautaires et écologistes — alors même que les stratégies qu'on y discute nous concernent directement et nous imposent pertes d'emplois, pauvreté et multiples misères quotidiennes.

Le Secrétaire-général de l'OCDE, M. Donald Johnston, occupe une place centrale qui n'est ni innocente, ni fortuite dans le programme de la Conférence de Montréal; l'OCDE parraine et promeut l'AMI à travers le monde.



MONDIALISATION DES INJUSTICES: RÉSISTANCES ET ALTERNATIVES

Programme Provisoire

Vendredi 19h00

PANEL - Accord multilatéral sur l'investissement : les stratégies du capital versus les stratégies populaires; conséquences et alternatives.

**Stéphane Tremblay (député fédéral),
Christian DeBloc (GRIC-UQAM)
Tony Clarke (Polaris Institute)
et Dorval Brunelle (GRIC-UQAM)**



La Conférence de Montréal représente la meilleure occasion qu'il nous soit donnée de confronter localement les pouvoirs dont l'impact se fait sentir mondialement. L'objectif de NOTRE conférence sera de montrer l'éventail très large des mobilisations ayant cours autour du monde contre la mondialisation de l'injustice, dont l'opposition à l'A.M.I. n'est que l'une des manifestations. Nous souhaitons ainsi définir les stratégies à retenir pour les prochains mois dans le cadre de la lutte contre la mondialisation des injustices.

Samedi 10h00

PANEL - Les luttes populaires face à la mondialisation des marchés : bilan et perspectives des luttes populaires en Asie, en Europe et en Amérique.

**Marcela Escibano (RQIC-Alternatives),
Ed Bianchi (Amis des Lubicons),
Tracy Wade (People's Global Action),
Jaggi Singh (No to APEC!)**

Samedi 13h30

Ateliers: Comment lier les luttes locales et sectorielles à une lutte globale pour la démocratie et contre l'hégémonie des sociétés transnationales dans les secteurs suivants: médias, environnement, femmes, économies alternatives, travail, culture